

INTERGLOBAL

SOUDAN

Après les combats, la précarité

Maryline Dumas

La ville d'Abyei, à la frontière entre le Nord et le Sud Soudan, a été prise par l'armée du nord le 21 mai dernier. La situation reste instable et plusieurs milliers de personnes ont pris la route, fuyant vers le Sud.

Ils sont des dizaines de milliers. Sous les arbres, qui les protègent à la fois du soleil et de la pluie, ils patientent. L'objet de leur attente ? Pêle-mêle : l'heure de la distribution de l'aide alimentaire, l'improbable apparition d'un proche perdu de vue durant la fuite, le personnel de l'ONU qui viendra les enregistrer. Et surtout, un hypothétique retour chez eux, dans la province autonome d'Abyei.

Abyei, région riche en pétrole située à la frontière entre le Nord et le Sud du Soudan, a été envahie par l'armée du Nord le 22 mai dernier (voir woxx 1113).

Effrayés par les bombardements et les scènes de pillages, les habitants d'Abyei, pour la plupart des Dinka Ngok qui soutiennent le gouvernement du Sud-Soudan, ont fui. La peur s'est ensuite propagée. Les villages voisins, eux aussi, se sont vidés de leur population.

Omar El-Béchir, le président soudanais, et Salva Kiir, à la fois vice-président du pays et président de la région semi autonome du sud, se sont rencontrés les 12 et 13 juin lors d'un Sommet à Addis Ababa (Ethiopie) pour évoquer ce problème. Un accord a tout de même été trouvé. Il a été rendu public le 21 juin. La zone de-

vrait être démilitarisée et la paix devrait être assurée par un déploiement de casques bleus. Cependant, les tensions entre le nord et le sud, qui prendra son indépendance le 9 juillet, restent fortes. De nouveaux bombardements ont d'ailleurs eu lieu mi juin à Agok, au sud d'Abyei.

Les services de l'organisation internationale des migrations (OIM), chargés par l'ONU d'enregistrer les réfugiés, a déjà recensé plus de 96.000 déplacés. Mais ils seraient encore nombreux sur les routes. L'OIM estime qu'ils pourraient être plus de 110.000

L'immense majorité a pris la direction du Sud. Après deux à cinq jours de marche, les déplacés ont trouvé refuge dans le comté de Twic au nord de l'Etat de Warrap dans le Sud-Soudan. Les migrants se concentrent en grande majorité dans trois localités : Turalei, Wumrok et Mayen Abum.

« Je viens du quartier de Bongo, à Abyei. J'ai vu des avions. Mes parents étaient chez des amis avec mon frère, j'étais tout seul. Je suis parti avec mon vélo, je suis arrivé trois jours après. Depuis, je n'ai aucune nouvelle de mes parents. Si je n'arrive pas à les trouver, je rejoindrais le SPLA (Armée de libération du peuple soudanais, l'armée du Sud-Soudan, ndr.) », explique Dominic Kwan, qui s'est réfugié à Turalei, la capitale du comté de Twic.

Comme les autres déplacés, le jeune homme de 20 ans dort sous le

ciel ouvert et subit de plein fouet les aléas de la nature. Chaleur et averses torrentielles - saison des pluies oblige - rythment leurs journées.

Difficulté supplémentaire : dans la panique de la fuite, la plupart d'entre eux n'ont emporté que les affaires qu'ils portaient sur eux. Au milieu de cette étendue de terre sèche parsemée de flaques, ils attendent des bâches pour se protéger et de quoi se nourrir.

Pris par l'urgence, les organisations humanitaires se sont d'abord attachées à localiser les déplacés - dont plusieurs milliers étaient éparpillés dans la brousse - pour les recenser, les regrouper et leur donner à manger. La tâche n'a pas été simple.

« Cette opération doit relever des défis logistiques », explique Margherita Coco, l'ancienne responsable du bureau du Programme alimentaire (PAM) à Abyei qui travaille, depuis l'évacuation de la ville, à Wumrok.

Les ONG ont effectivement dû faire face à une pénurie d'essence à cause du blocage de deux des principales voies de communication entre le Nord et le Sud, d'après les informations transmises par le bureau des Nations Unies pour la coordination des Affaires humanitaires. Or, c'est du Nord-Soudan qu'arrive le pétrole raffiné.

De plus, la saison des pluies rend les routes - pour la plupart non goudronnées - quasiment impraticables. Plusieurs équipes d'humanitaires ont d'ailleurs été contraintes de camper

en bord de route après que leur 4x4 s'est embourbé. Dans les semaines à venir, Margherita Coco s'attend à relever « un défi de plus en plus grand ».

Car, d'ici peu, certaines zones seront totalement isolées du reste du territoire du Sud-Soudan jusqu'à la fin de la saison des pluies, en novembre. Une course contre la montre s'est donc engagée. Les ONG multiplient les reconnaissances en voiture pour retrouver les derniers déplacés. D'autant plus que ceux qui n'ont pas encore atteint les lieux de rassemblement sont probablement les plus faibles.

Pour parer aux problèmes d'approvisionnement, la PAM a aussi décidé de distribuer des rations de nourriture pour une longue durée. C'est le cas à Agok-Anet, une petite ville à 35 kilomètres de la ligne de front, où les déplacés, qui n'avaient plus la force ou le courage de continuer à marcher vers Turalei, ont trouvé refuge.

Le lieu a presque été coupé du monde pendant plusieurs jours. Aux routes difficilement accessibles, s'ajoutait un problème de sécurité. Les Nations Unies avaient d'ailleurs interdit les déplacements des équipes internationales vers Agok. Le travail des humanitaires a finalement pu débuter dans le village près de 15 jours après la prise d'Abyei.

Quelque 5.000 déplacés se sont installés au sud-ouest de la ville, au bout d'un chemin de terre où il n'est pas rare de trouver des véhicules d'ONG embourbés.



PHOTO: MARYLINE DUMAS

Les déplacés font la queue à Agok afin d'être enregistrés, étape obligatoire pour recevoir l'aide alimentaire.

Karobian est une jeune femme de 30 ans qui donne l'air d'en avoir 15 de plus. Épuisée, elle semble toujours apeurée : « J'ai vu beaucoup de soldats à Abyei, ils tiraient partout. Il y avait des maisons brûlées. J'ai pris mes quatre enfants et je suis partie en courant. » Ce n'est qu'à la fin de la conversation qu'elle avouera, le gorge nouée que le plus petit n'a pas survécu. Mimant une arme avec sa main, elle pointe le front d'une amie qui l'accompagne pour indiquer comment son petit garçon d'un an est mort. Pour conclure la discussion, elle retourne son arme imaginaire contre son cœur.

Un peu plus loin, à l'ombre d'un arbre, Akec Wol ne s'éternise pas sur ce qu'elle a vu à Abyei. « Le feu, la violence, des armes ». Non, ce qui l'intéresse à présent, c'est l'aspect pratique de sa vie de déplacée : « Je suis ici avec mes sept enfants. Nous n'avons plus rien. Nous sommes partis avec les seuls habits que nous portions à ce moment-là. Nous dormons dehors, sans aucun abri, même quand il pleut. Nous avons marché deux jours pour arriver ici. Et une fois

installés, nous avons dû attendre au moins sept jours avant qu'on nous donne de quoi manger. »

Pour recevoir l'aide alimentaire, les déplacés ont en effet dû patienter jusqu'au retour des ONG qui avaient pour la plupart quitté la ville au moment des combats à Abyei. Il leur a ensuite fallu s'enregistrer auprès de l'OIM qui leur a délivré un coupon donnant droit à des rations alimentaires pour une durée de trois mois.

Seulement, là aussi, l'opération se révèle compliquée pour les humanitaires. Un adolescent de 15 ans, rencontré dans le camp où se sont installés les déplacés à Agok, le prouve rapidement. Habitant la ville depuis plus d'un an, il avoue « traîner autour des déplacés » afin « d'essayer de se faire enregistrer par les ONG ». « Tu comprends, j'ai faim. Il faut bien manger », expliquera-t-il simplement.

L'Etat de Warrap est l'un des plus pauvres du Soudan. L'an dernier, le gouvernement du Sud-Soudan avait d'ailleurs dû apporter une aide de 35 millions de dollars pour nourrir la population. Depuis, la situation ne s'était guère améliorée, et ce n'est

pas l'arrivée des déplacés qui devrait changer la donne.

Étales vides, magasins fermés, l'unique marché de la ville semble bien morne. Les seules marchandises proposées à la vente sont les sacs de 50 kg de céréales distribuées par le PAM. Réservés aux déplacés, ils sont normalement interdits à la vente.

Plus au sud, Turalei subit les mêmes problèmes. L'eau en bouteille, devenue un bien précieux, a vu son prix multiplié par cinq.

Les déplacés se sont installés à une vingtaine de minutes de la ville. Mais ils ne sont pas seuls. Des « retournés », ces Sud-Soudanais qui s'étaient réfugiés au Nord du Soudan durant la guerre civile de 1983 à 2005 et qui ont décidé de retourner dans leur village natal à l'annonce de la future indépendance du Sud, se sont arrêtés ici. Ils vivent en grande précarité dans des abris faits de tissus, de bâches et de bois.

Certains d'entre eux n'hésitent donc pas à tenter de se faire passer pour des déplacés. Pour pallier à ce problème, l'Organisation mondiale sur les migrations distribue les bons pré-

alables à tout enregistrement au petit jour, espérant ainsi éviter la population locale encore endormie.

Mais d'autres utilisent des méthodes plus radicales. « Ils volent les bons de rationnement des déplacés. Ils profitent de la nuit pour agir », raconte un membre de l'OIM.

Fatigués par leur fuite, les déplacés d'Abyei, majoritairement constitués de femmes et d'enfants, n'ont pas la force de se défendre.

La plupart des pères et maris ont préféré, quant à eux, rester plus au nord. Certains pour défendre les biens qui leur restent. D'autres ont tout simplement rejoint l'armée de libération du peuple soudanais (l'armée du Sud).

« J'aurais fait pareil si j'avais eu une arme », reconnaît Samuel Miluac, qui était instituteur à Abyei. Autour de lui, dans le camp de Turalei, beaucoup partagent son avis. Pour les déplacés, la question ne se pose pas : Abyei c'est le Sud-Soudan.